
ÉTUDE DES CRÉDITS

2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION



ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES

1. Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2024-2025 :
 - a) les endroits et dates du départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé.
2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 :
 - a) les raisons du déplacement
 - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - c) les coûts ventilés.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
 - a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) le but visé par chaque dépense;
 - e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie;
 - g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;
 - h) le rapport des statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) Séparément :

Par le cabinet ministériel:

 - a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 ventilées par type d'événement;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) le nombre total et liste d'événements ventilés par type d'événement;
 - d) si l'évènement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'évènement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'évènements, ventilée par type d'évènement;
- h) si l'évènement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'évènement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'évènements ventilée par type d'évènement;
- o) si l'évènement s'est tenu virtuellement.

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'évènement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilées par catégorie;

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste de formations ventilées par type d'évènement.

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

7. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

8. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse

- salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.

- 9. Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
 - a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour ;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
 - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine TI en 2024-2025.

- 10. Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :
 - a) les coûts estimés par année;
 - b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
 - c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
 - d) la liste des fournisseurs;
 - e) une copie du plan de déploiement.

- 11. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:
 - a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement;
 - e) les distributeurs d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement de frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

- 12. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliations, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- f) les coûts d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

- 13.
- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) ; 35 ans et plus.
 - b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) ; 35 ans et moins.
 - c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
 - d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
 - e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
 - f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
 - g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.
 - h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
 - i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : l'évolution des

effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs ;
- q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
- r) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1^{er} novembre 2024

14. a) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
- b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

15. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) le propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
- h) la superficie totale réellement occupée;

- i) le coût de location au mètre carré;
 - j) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
16. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir :
- a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;
 - b) la valeur estimée de ceux-ci;
 - c) les coûts d'entretien annuel;
 - d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
17. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
- a) la ou les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) la masse salariale totale par cabinet;
 - e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - f) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description des tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025;
 - j) le nombre total d'employé au cabinet;
 - k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.
19. Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
20. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu;
 - g) les prévisions pour 2025-2026.
21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
 - b) le salaire;

- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2025-2026.
- 22.** Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) par catégorie d'âge;
 - c) prévisions pour 2025-2026.
- 23.** Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure ;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
- 24.** Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement :
- a) coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service;
 - d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.
- Ventiler le montant total par catégories.
- 25.** Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
- 26.** Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
 - g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement;
 - h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
 - i) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - j) le responsable du contenu sur le site.
- 27.** Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :
- a) les régions et les villes visitées;
 - b) les personnes rencontrées;
 - c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
 - d) les raisons du déplacement;

- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - f) les coûts ventilés;
 - g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- 28.** La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 :
- a) le détail des mandats;
 - b) le coût (déplacements, etc.);
 - c) le nombre de ressources affectées;
 - d) le nombre de rencontres;
 - e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - f) l'objet;
 - g) les dates.
- 29.** Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation
- 30.** Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.
- 31.** L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.
- 32.** Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.
- 33.** Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
- 34.** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
- 35.** Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 : le montant total des primes au rendement des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.
- 36.** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour les bris de contrat.
- 37.** Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
- 38.** La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
40. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :
- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
42. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant:
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
 - c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
43. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :
- a) La date ;
 - b) La nature ;
 - c) Les questions posées ;
 - d) Les réponses ;
 - e) La firme retenue ;
 - f) Les coûts.
44. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.
45. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région;
- a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025;
 - b) nombre d'emploi gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination;
 - c) nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.
46. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :
- g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.
47. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :
- n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.
48. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le

budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :
oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

49. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organismes contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.
50. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme :
- a) nombre total d'employé au sein du ministère ou de l'organisme;
 - b) nombre d'employés au total en ayant bénéficié ;
 - c) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025 ;
 - d) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
 - e) nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
51. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
52. Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 :
- a) les sommes dépensées;
 - b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
53. Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.
54. Liste des toutes les formations (incluant les formation continues et celles menant à l'obtention d'un diplôme), conférence, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer :
- a) lieu;
 - b) le coût;
 - c) la ou les dates de participation;
 - d) le nombre de participants;
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.
55. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :
- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.
56. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :
- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
 - d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communication. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
57. Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez indiquer :

- a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information ;
 - b) le type d'incidents;
 - c) les sommes dépensées en gestion des incidents.
- 58.** Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « Lac-à-l'épaulé » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :
- a) Les dates;
 - b) L'endroit précis;
 - c) La liste des personnes présentes;
 - d) L'ordre du jour;
 - e) Les procès-verbaux;
 - f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)
- 59.** Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.
- a) nombre de stagiaires reçus;
 - b) heures de stages effectués;
 - c) rémunération totale déboursée.
- 60.** Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones :
- a) fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.
- 61.** Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.
- 62.** Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans
- 63.** Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.
- 64.** Indiquer le montant des amendes perçues de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
- 65.** Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
- 66.** Indiquer la valeur totale des services tarifés et ventiler par catégorie.
- 67.** Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
- 68.** Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.
- 69.** Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.
- 70.** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, en indiquant :
- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande.

- 71.** Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2024-2025 :
- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
 - c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
- 72.** Pour 2024-2025, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignées. Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme;
- 73.** La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires données à ces personnes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-1

Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2024-2025 :

- a) les endroits et dates du départ et de retour ;
- b) la copie des programmes et rapports de mission ;
- c) les personnes rencontrées ;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants ;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant ;
 - les détails de ces ententes ;
 - les résultats obtenus à ce jour ;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé.

Conférence des partenaires de Green Shield Administration 2024

Conférence relative aux régimes d'assurances

Toronto, Ontario, du 16 au 18 octobre 2024

Coût : 1206.00 \$

Réunion printanière du CCDA 2024

Rencontre du Conseil Canadien des directeurs de l'apprentissage

Calgary, Alberta – du 2 au 6 juin 2024

Coût = 2396.12\$

Réunion automnale du CCDA 2024

Rencontre du Conseil Canadien des directeurs de l'apprentissage

Ottawa, Ontario – 4 au 7 novembre 2024

Coût = 1257.52 \$

Conférence utilisateurs et formation i2

Conférence et formation nécessaires à l'utilisation et au développement des compétences relatives au logiciel de renseignement i2, offertes uniquement aux États-Unis.

Alexandria, Virginie, États-Unis – du 21 et 24 mai 2024

Coût = 3 041,40 \$

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-2

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et dirigeants d'organismes pour 2024-2025 :

- a) les raisons du déplacement ;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour ;
- c) les coûts ventilés.

Voyage en avion pour la représentation de la PDG lors de sa tournée régionale, visite des associations et des grands employeurs :

- Les 3 et 4 octobre 2024 :
Aller/Retour Montréal vers Sept-Îles pour un montant de 859,39 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).

<https://www.ccq.org/fr-CA/Pied-de-page/acces-information/documents>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 31 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2024-2025 et les prévisions 2025-2026 ;
- b) les noms des firmes de publicité retenues ;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- d) le but visé par chaque dépense ;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire ;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie ;
- g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion ;
- h) le rapport des statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 24).

<https://www.ccq.org/fr-CA/Pied-de-page/acces-information/documents>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-3

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement ;
- b) le but visé par chaque dépense ;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement ;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement ;
- f) le but visé par chaque dépense ;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'évènement ;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement ;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité ;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié) ;
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc. ;
- m) le but visé par chaque dépense ;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement ;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Aucune conférence de presse ou événement pour l'année 2024.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-4

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement ;
- b) le but recherché par chaque dépense ;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie ;

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 ;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- h) le but visé par chaque dépense ;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Pour l'année 2024:

Fournisseur	Sujet de la formation	Montant
Les Affaires	Cybersécurité	1389,75\$
Infopresse	Chat GPT	469\$
Infopresse	Certificat en rédaction et storytelling	2 399\$
HEC	Habilités politiques dans les organisations	2 195\$
Isarta	Rédaction Web assistée par IA	299\$
	TOTAL	6 751.75\$

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23) . <https://www.ccq.org/fr-CA/Pied-de-page/acces-information/documents>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-6

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme ;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final) ;
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé) ;
- d) la date d’octroi du contrat ;
- e) le coût total y compris les avenants et/ou suppléments ;
- f) l’échéancier ;
- g) dans le cas d’octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l’indiquer.

Voir annexe.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-6

FICHE RG-6 ANNEXE - CONTRATS CCQ 2024

Fournisseur	Description sommaire du contrat	Valeur (av. taxes)	Mode de sollicitation
9317-6311 QUEBEC INC.	Entretien des espaces extérieur du bureau de Mascouche	7 410 \$	Gré-à-gré sous seuils
ADVISO CONSEIL INC.	Consultation en analytique pour projet transformation numérique	6 500 \$	Gré-à-gré sous seuils
AFA GROUPE CONSEIL INC. ANDRE FILION & ASSOCIES INC	Proposition de services programme de transition de carrière	6 800 \$	Gré-à-gré sous seuils
Alpha Plantes	Contrat pour l'entretien des plantes des bureaux suivants: Siège social; Bur. Rég. de Mtl; Bureau de la Rive-Nord	18 051 \$	Gré-à-gré sous seuils
ALVÉOLE ALVÉOLE	Location ruche d'abeilles au bureau régional de Montréal	7 823 \$	Gré-à-gré sous seuils
BRIO CONSEILS INC BRIO CONSEILS INC	Atelier de travail pour uniformiser la compréhension des administrateurs autour des enjeux de gouvernance actuels	16 050 \$	Gré-à-gré sous seuils
BROWSERSTACK INC.	Renouvellement Logiciel Browserstack C'est un simulateur de navigateur pour faire des tests.	9 288 \$	Gré-à-gré sous seuils
CADEXAIR INC.	Entretien, inspection et nettoyage hotte de cuisine au siège socialSS	8 448 \$	Gré-à-gré sous seuils
CÉGEP MARIE-VICTORIN Services aux entreprises	Service de préparation à la retraite et mi-retraite.	14 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
Centrale Thermique B.C. Plus Inc.	Service d’approvisionnement des produits chimiques pour le traitement de la tour de refroidissement au siège social	13 515 \$	Gré-à-gré sous seuils
CETESOFTWARE	Renouvellement de la maintenance de dynamic DYNAMICPDF MERGER ET DYNAMICPFT CO	11 945 \$	Gré-à-gré sous seuils
CHRISTIAN CARRIER	Services de formations dans le cadre du Programme Construire en santé	20 375 \$	Gré-à-gré sous seuils
COMPUGEN INC.	80 licences Adobe Acrobat Pro pour Entreprise VIP	17 301 \$	Gré-à-gré sous seuils
CONCIERGERIE SPEICO INC	Service d'entretien ménager bureaux TR	15 876 \$	Gré-à-gré sous seuils
CYDERES INC.	Trinzic 825 Software Bundle Subscription, DDI and Grid with Infoblox Premium Maintenance-Enterprise	13 001 \$	Gré-à-gré sous seuils
DESCORMIERS INTELLIGENCE D'AFFAIRE	Système d’évaluation de satisfaction des participants aux activité de fonctionnement - Formation professionnelle	14 760 \$	Gré-à-gré sous seuils
DRUIDE INFORMATIQUE	Renouvellement de l'abonnement au programme de maintenance antidote (PMA)	15 680 \$	Gré-à-gré sous seuils
Dynamsoft Corporation	Renouvellement du logiciel Dynamic Twain. Licences de maintenance	9 365 \$	Gré-à-gré sous seuils
ECKLER LTEE	Services actuariels en financement CNESST	15 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
ELIXIR TECHNOLOGIES CORPORATION	Renouvellement logiciel ELIXIR	13 828 \$	Gré-à-gré sous seuils
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION Inc	Renouvellement du support pour les 5 serveurs HP	6 124 \$	Gré-à-gré sous seuils
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION Inc	Abonnement au logiciel pour le connecteur Sailpoint IdentityIQ pour ServiceNow.	23 747 \$	Gré-à-gré sous seuils
FAUVE & ASSOCIES INC. 7507798 Canada inc	Service de conseiller principal en relation de travail	13 333 \$	Gré-à-gré sous seuils
FISCHER INTERNATIONAL SYSTEMS CORP.	Renouvellement annuel du logiciel IOF for TSO.	6 500 \$	Gré-à-gré sous seuils
FOODGEEK EXPERT CONSEIL REST. AGROA	Service de consultation alimentaire pour la cafétéria du siège social	10 500 \$	Gré-à-gré sous seuils
FOR DESIGN PLANNING INC.	Design d’intérieur – Bureaux temporaires à Val d’Or	15 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
Foxit Software Incorporated	Renouvellement de la maintenance de Foxit PDF (phantom PDF)	5 368 \$	Gré-à-gré sous seuils
GALLAGHER	Évaluation et développement du leadership Plan de développement individuel	14 000 \$	Gré-à-gré sous seuils

Fournisseur	Description sommaire du contrat	Valeur (av. taxes)	Mode de sollicitation
GROUPE SOMR	Contrat entretien des unités de rangement haute densité (mécanique et électrique)	9 990 \$	Gré-à-gré sous seuils
IMPACT CRESCENDO	Coaching des leaders pour accélérer leur développement et les préparer à assumer une posture de direction.	7 650 \$	Gré-à-gré sous seuils
I-TRACING CYBERSECURITE INC.	Tests d'intrusion externes sur serveurs TI	11 250 \$	Gré-à-gré sous seuils
KIM BEDARD-CHARETTE	Services de consultation d'un médecin-conseil en psychiatrie	24 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
KOTMO INC.	Trousse d'accueil CCQ	22 500 \$	Gré-à-gré sous seuils
LE GROUPE GESFOR POIRIER, PINCHIN	Évaluation environnementale de site - Phase I pour les bureaux régionaux de Val D'Or, Sherbrooke et Québec	11 400 \$	Gré-à-gré sous seuils
LEGER MARKETING INC.	Service de sondages auprès des femmes travaillant dans l'industrie de la construction.	22 700 \$	Gré-à-gré sous seuils
LES ARTISANS DU PAYSAGE DU QUÉBEC INC	Contrat pour l'entretien des espaces extérieur au bâtiment de Québec	7 120 \$	Gré-à-gré sous seuils
LEXUM INFORMATIQUE JURIDIQUE INC	Renouvellement de l'abonnement au logiciel Decisia 2024	16 972 \$	Gré-à-gré sous seuils
LEXUM INFORMATIQUE JURIDIQUE INC	Renouvellement du logiciel de décisions juridiques	17 481 \$	Gré-à-gré sous seuils
MACKINNEY SYSTEMS INC.	Renouvellement annuel de Mackinney	13 440 \$	Gré-à-gré sous seuils
MELANCON MARCEAU GRENIER COHEN S.E.	services juridiques professionnels pour des questions fiscales	20 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
MELTWATER NEWS CANADA INC.	Abonnement à un service d'information numérique nous permettant d'effectuer une vigie sur certains médias sociaux	21 900 \$	Gré-à-gré sous seuils
MESURE MEDIA INC.	Évolution de la réputation de la CCQ et de son industrie dans les médias	15 950 \$	Gré-à-gré sous seuils
MORENCY, SOCIETE D'AVOCATS, S.E.N.C	Service juridique prof. pour questions fiscales avantages sociaux.	20 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
NAOUEL BENADDDA	Pharmacien conseil pour médicament construction avenant 2	9 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
NATRIX TECHNOLOGIES INC.	Renouvellement Barracuda Email Security Gateway & Load Balancer	23 582 \$	Gré-à-gré sous seuils
NUENSE INC.	Ateliers de formation– Neuroinclusion et situation de handicap invisible	5 555 \$	Gré-à-gré sous seuils
NUMEA	Renouvellement abonnement licence SPSS	5 775 \$	Gré-à-gré sous seuils
ONE IDENTITY CANADA INC.	Acquisition de licences perpétuelles et maintenance du logiciel Password Manager	10 442 \$	Gré-à-gré sous seuils
PATRICK DESCHENES	Services professionnels en pharmaceutique – avantages sociaux	24 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
PDQ.COM	Renouvellement annuel du PDQ Deploy & Inventory	17 010 \$	Gré-à-gré sous seuils
PRESTON PHIPPS INC	Maintenance annuelle de l'humidificateur de marque Armstrong modèle GFH-450	5 160 \$	Gré-à-gré sous seuils
Progress Software Corporation	Renouvellement du support et de la maintenance des 24 serveurs SSH,SFT et FTP	5 882 \$	Gré-à-gré sous seuils
Progress Software Corporation	WS_FTP Server Secure 11, Licenses, Support .Transfert de fichiers entre les systèmes et partenaire externes.	15 755 \$	Gré-à-gré sous seuils
PROTECTION-INCENDIE VIKING INC.	Inspection annuelle d'extincteur	5 051 \$	Gré-à-gré sous seuils
SARAH-JANE TURCOT INC.	Accompagnement sur les enjeux reliés au climat de travail	10 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
SECURO VISION INC.	Contrat de lunettes de sécurité Securo Vision	12 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
SEGUIN MORRIS INC.	Entretien des refroidisseurs (3) du bâtiment Siège social.	14 400 \$	Gré-à-gré sous seuils

Fournisseur	Description sommaire du contrat	Valeur (av. taxes)	Mode de sollicitation
SOLARWINDS	Licence SolarWinds Network Performance Monitor et Licence SolarWinds NetFlow Traffic Analyzer Module.	14 416 \$	Gré-à-gré sous seuils
SOLARWINDS	renouvellement du support et de la maintenance des licences SolarWinds Database	13 281 \$	Gré-à-gré sous seuils
STANTEC EXPERTS- CONSEILS LTEE	Services professionnels pour production de plans et devis pour appel d'offres à Gatineau	12 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
STEVE FLANAGAN INC.	Services de soutien et d'accompagnement pour des activités de communication	15 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
SYSTEMES D'ENTREE ASSA ABLOY CANADA	Service d'entretien des ouvre-portes automatiques au siège social	12 060 \$	Gré-à-gré sous seuils
TECHNOLOGIES DOMOPLUS INC.	Service de renouvellement support -Domoplus	21 586 \$	Gré-à-gré sous seuils
TINA LOUISE SAVOIE	Service de secrétariat pour transition de départ à la retraite	20 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
TYCO INTEGRATED FIRE & SECURITY	Contrat d'inspection du réseau de protection incendie	14 680 \$	Gré-à-gré sous seuils
VERSATIL BPI INC.	Abonnement annuel des licences i2 iBase	24 412 \$	Gré-à-gré sous seuils

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-7

Liste détaillée de tous les appels d’offres publics du ministère ou de l’organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune ;
- b) la grille d’évaluation des soumissions ;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix ;
- d) le délai entre la publication de l’appel d’offres et l’octroi du contrat ;
- e) le cas échéant, les appels d’offres annulés en cours de route et la raison de l’annulation.

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-7

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-8

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale) ;
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ;
- e) une description de son mandat ;
- f) la date de début de son contrat ;
- g) la date prévue de fin de son contrat ;
- h) sa rémunération annuelle.

Nous vous référons à la fiche RG-65.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-9

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet ;
- b) la nature du projet ;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics ;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

La Commission de la construction du Québec n'est pas un organisme soumis à la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles*.

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024

Nom	Nature	Statut	Coûts 2024
Historisation, conversion, intégration et décommissionnement – Phase 2 (Mistral)	Prise en charge des données qui se trouvent dans les systèmes patrimoniaux qui seront remplacés et garantira le maintien en tout temps de l'intégrité entre les fonctionnalités migrées dans SAP et celles qui sont toujours dans les systèmes patrimoniaux.	En cours	13 373 174 \$
Documentation des règles d'affaires (Mistral)	Documentation des règles d'affaires en vue de l'implantation de l'ensemble des domaines d'activités de la Commission dans le cadre du Programme MISTRAL.	En cours	1 924 149 \$
Dossier client (Mistral)	Implantation permettant de bonifier l'architecture des données afin de soutenir la Relation Client, et ce tant pour la prestation de service que la conformité. Un modèle de données unique, cohérent, et harmonisé des dossiers client est mis en place.	En cours	3 988 798 \$

Nom	Nature	Statut	Coûts 2024
Relation portail client (Mistral)	Implantation permettant de centraliser les demandes, les échanges, la gestion de la relation client, et le centre d'interaction à travers les domaines d'activités de la Commission. Les canaux de communication accessibles à la clientèle seront modernisés.	En cours	5 860 709 \$
Rapport mensuel et sujets connexes (Mistral)	Remplacement du système du patrimoine qui gère les rapports mensuels et les réclamations de l'inspection et de l'indemnisation, ainsi que certaines fonctions finances, telles que la facturation, le traitement des dépôts, le recouvrement et l'émission de certains déboursés à la clientèle externe.	En cours	5 220 242 \$
Gestion du contenu (Mistral)	Implantation de la plateforme de gestion de contenu OpenText (et une solution de signature numériques, telle que DocuSign) qui permettra de capturer, de partager, d'entreposer, de collaborer, de préserver et de disposer de contenu.	En cours	2 582 025 \$
Infrastructure, architecture et assurance qualité (Mistral)	Fournir des Services centralisés de support et gouvernance aux projets de la Conception Détaillée. Ces services sont catégorisés en six composants : Gouvernance ; Architecture ; Sécurité ; Infonuagique ; Développement ; Tests centralisés.	En cours	8 152 362 \$
Intelligence d'affaires (Mistral)	Déployer des outils IA à travers les nouveaux systèmes opérationnels SAP, qui permettront à la CCQ d'avoir accès à l'information et aux données de façon intégrée et centralisée pour que celles-ci soient utilisables et donnent naissance à de l'intelligence d'affaires.	En cours	1 979 465 \$
Remplacement des systèmes de téléphonie (PMTI)	Remplacement de l'ensemble des systèmes de téléphonie de la Commission afin de mettre en place d'une solution infonuagique modernisée qui rencontre les normes de l'industrie, permettra l'intégration avec la solution mise en place par le programme Mistral et assurera une relève en cas de désastre.	Complété	851 376 \$
Cotisation salariale d'assurance	Les conventions collectives signées en juillet 2021 amènent une nouvelle cotisation salariale pour le régime d'assurance. Cette cotisation salariale demande des changements dans le traitement du rapport mensuel et aussi dans le re-design du régime de base d'assurance.	Fermé	88 434 \$
Nouveaux régimes supplémentaires d'assurance	Dans les conventions collectives signées en juillet 2021, 2 nouveaux régimes supplémentaires doivent être ajoutés : 1) Pour les chaudronniers des secteurs "Institutionnel et commercial" et "Industriel" (ICI). 2) Pour les peintres et peintres-tireurs de joints (ICI).	Complété	2 062 \$

Nom	Nature	Statut	Coûts 2024
Révision des stratégies de financement des régimes de retraite	Permettre l'élaboration des stratégies de financement qui répondent à la loi RCR et à la politique de financement. Ces stratégies sont un prérequis pour la refonte du système d'administration de la Retraite.	Fermé	5 926\$
Sujets ressources humaines	Mettre en place une nouvelle structure salariale pour les employés hors-convention. Faciliter les échanges d'informations avec nos fournisseurs d'assurances collectives. Créer un processus automatisé et sécurisé pour la production et l'envoi des feuillets fiscaux pour les retraités.	Complété	530 \$
Sélection de solution pour la direction des avantages sociaux	Analyse et sélection d'une solution permettant de répondre aux besoins des domaines d'activités Retraite et Assurance-vie de la direction des avantages sociaux.	En suspens	0 \$
Évolutions des modules Ressources humaines, Finances et Approvisionnements	Depuis la livraison de Mistral Phase 1 en septembre 2021, les équipes des directions Ressources humaines, Finances et Approvisionnements ont accumulé des demandes d'évolutions mineures à la solution. L'objectif est de regrouper les demandes prioritaires dans une livraison commune.	Complété	13 176 \$
Mise en place de l'authentification multi-facteur	Ajouter une protection au processus de connexion aux comptes utilisateurs ainsi qu'aux applications. Le projet propose d'acquérir et déployer une solution d'authentification multi-facteur, ainsi qu'intégrer la solution avec les processus d'authentification actuels de la Commission	En cours	291 377 \$
Migration de la plateforme SGPD Desjardins	Les fichiers de la CCQ contenant l'information devant être traitées par Desjardins doivent être adaptés à la nouvelle plateforme pour octobre 2024. Ce changement concerne des ajustements au fichier de paiements des bénéficiaires : nouveaux rapports mensuels (Mistral P2L1) et paiements fournisseurs (SAP Phase 1)	En cours	166 125 \$
Cotisation ACQ – solution temporaire	Modifier le rapport mensuel pour refléter la facturation de l'augmentation de la cotisation patronale spécifique aux secteurs Institutionnel-Commercial / Industriel conformément à la résolution du conseil d'administration de l'ACQ	Complété	78 021 \$
Formations de courte durée	Le gouvernement a identifié 5 métiers pour lesquels une nouvelle formation de courte durée sera mise en place. Les métiers sont : charpentier-menuisier, opérateur de pelles, opérateur d'équipement lourd, ferblantier et frigoriste. Les systèmes et processus de la CCQ doivent être adaptés pour la gestion de ces nouvelles formations.	En cours	232 275 \$

Nom	Nature	Statut	Coûts 2024
Évolutions Intelligence d'affaires 2024	Doter les lignes d'affaires d'outils analytiques permettant une meilleure prise de décision ainsi que l'amélioration des processus opérationnels, tactiques et stratégiques. Les lignes d'affaires visées par ce projet sont les suivantes : Ressources financières, Approvisionnement, Ressources humaines et transformation, Avantages sociaux et Analyses stratégiques et diversité.	En cours	1 077 484 \$
Sécurisation des salles informatiques	Les bureaux de la CCQ sont de plus en plus sécurisés, autant avec des lecteurs de cartes qu'avec un système de caméra centralisé. Cependant, la grande majorité de nos salles de télécommunication et de nos salles de serveurs sont encore avec des portes s'ouvrant à l'aide de clés et ne sont pas équipées de caméra à l'intérieur.	En cours	32 466 \$
Cotisation ACQ - Solution permanente	Le conseil d'administration de l'ACQ a adopté une résolution afin d'ajouter 0,03\$ de l'heure pour la cotisation spécifique au secteur IC/I conformément à l'article 40 de la Loi R-20 ce qui totaliserait 0,06 \$ de l'heure pour les secteurs IC/I à partir du 31 décembre 2023 (selon le rapport annuel de la CCQ). Par conséquent, l'ACQ a déposé une demande formelle, le 31 mai dernier, auprès de la Commission afin d'intégrer cette majoration dans ses systèmes.	En cours	2 013 249 \$
Demandes d'évolution SAP 2024	Depuis la livraison de Mistral Phase 1, en septembre 2021, les équipes des directions Ressources humaines, Finances et Approvisionnements ont accumulé certaines demandes de modifications ou d'évolutions mineures à la solution qui ont été mise en production. De celles-ci, un certain nombre dépasse l'ampleur des demandes que l'équipe opérationnelle a la capacité de réaliser. L'objectif de ce projet : Regrouper les demandes prioritaires des équipes Ressources humaines et Finances en une livraison commune.	En cours	426 388 \$
Modernisation - Livraison août 2024	Mettre en œuvre le prérequis nécessaire pour les mesures liées à la diversité arrivant à partir de novembre 2024, à savoir l'identification de groupes sous-représentés (minorité visible, minorité ethnique, personnes immigrantes et personnes handicapées).	Complété	143 180 \$
Modernisation - Livraison novembre 2024	Optimiser le carnet référence construction, mettre en place les mesures visant à assouplir la mobilité interrégionale pour tous les travailleurs de la construction incluant diversité pour le statut préférentiel et mettre en œuvre les mesures visant à faciliter l'accès aux certificats de compétences excluant la diversité.	En cours	412 311\$
Nom	Nature	Statut	Coûts 2024

Modernisation - Livraison T1 2025	Mise en œuvre de deux mesures par décret : Émission d'un Certificat de Compétence Apprenti dans la "mesure du 35%" (8b) et Émission et délivrance d'un Certificat de Compétence Occupation 750 heures (9b) pour les personnes issues de la diversité.	En cours	75 795 \$
Modernisation - Livraison impacts Mistral	Maintenir le fonctionnement des mesures liées à la diversité; il est nécessaire de mettre en place dans le dossier client ces éléments ainsi que leur propagation dans les systèmes patrimoniaux.	En cours	644 668 \$

Données préliminaires – états financiers non finalisés

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-10

Concernant l’hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année ;
- b) les coûts totaux réels pour l’hébergement des données
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité ;
- d) la liste des fournisseurs ;
- e) une copie du plan de déploiement.

Fournisseurs	Coûts réels (sans taxe)
Azure	3 480 164.52 \$
AWS	9 564.81 \$
TOTAL	3 489 729,33 \$

Aucun coût pour pénalités car nous payons à l’utilisation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-11

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie ;
- b) le mobilier de bureau ;
- c) l'ameublement ;
- d) la décoration et l'embellissement ;
- e) le distributeur d'eau de source ;
- f) le remboursement des frais de transport ;
- g) le remboursement des frais d'hébergement ;
- h) le remboursement des frais de repas ;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes ;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec ;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Direction générale de la CCQ
1^{er} janvier au 31 décembre 2024

Remboursement de frais de transport	6 076.61 \$
Remboursement des frais d'hébergement	3 645.43 \$
Remboursement des frais de repas	2 419.21 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).

<https://www.ccq.org/fr-CA/Pied-de-page/acces-information/documents>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-12

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliations, s'il y lieu;
- e) le nombre de de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- f) les coûts d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Frais d'itinérance	5 355,00 \$ (Bell)
Coût dépassement des forfaits	0 \$ (Bell)
Coûts résiliation	57.00 \$/mois restant – Voix & Données (Bell) – iPhone 65.00 \$/mois restant – Voix & Données (Bell) - Samsung 0.00 \$/mois restant – Données (Bell) – sans appareil 0.00 \$/mois restant – Voix (Bell) – sans appareil

Pour les sous-questions c), d), e), f), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 25). <https://www.ccq.org/fr-CA/Pied-de-page/acces-information/documents>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) ; 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) ; 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels,

techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs ;
- q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
- r) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n’est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

La liste des employés ventilée par catégorie sera disponible dans le *Rapport annuel de gestion 2024* de la CCQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-14

- a) Pour chaque ministère et organismes, par direction pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
- b) Pour chaque ministère et organismes, par direction pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la Loi sur la fonction publique

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location ;
- b) la superficie totale pour chaque local loué ;
- c) le coût total de ladite location ;
- d) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1er avril 2014, la nature des travaux et le ou les bureaux visés ;
- e) la durée du bail ;
- f) le propriétaire de l'espace loué ;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation ;
- h) la superficie réellement occupée ;
- i) la superficie inoccupée ;
- j) le coût de location au mètre carré ;
- k) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Voir annexe

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location, et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 27).

<https://www.ccq.org/fr-CA/Pied-de-page/acces-information/documents>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-15

ÉTUDE DES CREDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15-ANNEXE

Emplacement	Durée du bail	Coût d'aménagement
Rimouski 188 rue des Gouverneurs	Varie de 5 ans à 10 ans	0\$
Saguenay 1299 des Champs Élysées		0\$
Mauricie 225 rue des Forges, suite 100		0\$
Gatineau 225 Montée Paiement au rez-de-chaussée		0\$
Gatineau 225 Montée Paiement au sous-sol		0\$
Sept-Îles 598 Boul. Laure, bureau 112		0 \$
St-Bruno-de-Montarville 1060 Rue Parent		0\$
Val-D'Or 450, 3 ^e Avenue, local 205	1 an	248 420 \$
Baie-Comeau 550 Boul. Blanche	La Commission de la construction du Québec conclut une entente d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures (SQI) qui est renouvelée annuellement.	0\$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-16

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés ;
- b) La valeur estimée de ceux-ci ;
- c) Les coûts d'entretien annuel ;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-17

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux ;
- b) les coûts ;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Pour l'année financière 2024, il n'y a pas eu de travaux effectués dans ces locaux.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-18

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant ;
- b) le titre de la fonction ;
- c) l'adresse du port d'attache ;
- d) la masse salariale totale par cabinet ;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés ;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant ;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève ;
- h) la description de tâches ;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025 ;
- j) le nombre total d'employés au cabinet ;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée ;
- l) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-19

Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne ;
- b) la circonscription électorale ;
- c) le montant attribué ;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

La Commission de la construction du Québec ne possède pas de budget discrétionnaire.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-20

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne ;
- b) le poste occupé ;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant ;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle ;
- e) la date de l'assignation hors structure ;
- f) la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu ;
- g) les prévisions pour 2025-2026.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-21

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial ;
- b) le salaire ;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu ;
- d) la date de la mise en disponibilité ;
- e) les prévisions pour 2025-2026.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-22

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.) ;
- b) par catégorie d'âge ;
- c) prévisions pour 2025-2026.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-22

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-23

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne ;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme ;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant ;
- d) l'assignation initiale ;
- e) l'assignation actuelle ;
- f) la date de l'assignation hors structure ;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Sans objet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-24

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, en 2025-2026, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun ;
- b) le fournisseur ;
- c) la nature du service ;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

	2024
Total des abonnements imprimés	15
COÛT	8554,69 \$

	2024
Total des accès électroniques	58
COÛT	300 460,23 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-25

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacle ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Chambre de commerce du Montréal Métropolitain :

Conférence – Charles Emond, Directeur général de la Caisse de dépôt et placement du Québec 10 billets 1035 \$

Midi conférence – Laurent Ferreira, président chef de la direction Banque Nationale 3 billets 480\$

Conférence – Jean Boulet, ministre du Travail 10 billets 1050\$

Midi conférence Lavery – Paolo Cerruti, cofondateur Northvolt 2 billets 320\$

Chambre de commerce de l'Est de Montréal :

Conférence – Dîner-conférence avec le ministre Jean-Boulet 10 billets 1086 \$

Cercle Canadien

Conférence Philippe Adam (Pomerleau)
10 billets 1724.63\$

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 31 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-26

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web ;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site ;
- c) les coûts de construction du site ;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour ;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) ;
- f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois ;
- g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement ;
- h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines ;
- i) la fréquence moyenne de mise à jour ;
- j) le responsable du contenu sur le site.

- a) Le nom du site Web : ccq.org
- b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site : Nexio (refonte 2019)
- c) Les coûts de construction du site : 302 275 \$ (refonte 2019)
- d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour : Total 117 685 \$
- e) Les coûts de modernisation ou de refonte : 0 \$
- f) 500 000 visites
- g) environ 500 000 visiteurs
- h) Entre 20\$ et 60\$ par domaine annuellement (32 noms de domaines)
- i) Fréquence moyenne de mise à jour : entre 15 à 20 quotidiennement
- j) Responsable du contenu du site : Commission de la construction du Québec

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27

Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées ;
- b) les personnes rencontrées ;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants ;
- d) les raisons du déplacement ;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour ;
- f) les coûts ventilés ;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025
RG-27

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-28

La liste exhaustive de tous les mandats et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 :

- a) le détail des mandats ;
- b) le coût (déplacements, etc.) ;
- c) le nombre de ressources affectées ;
- d) le nombre de rencontres ;
- e) le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre ;
- f) l’objet ;
- g) les dates.

Sans objet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-29

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025
RG-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-30

Le détail des crédits périmés et reportés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-31

L’inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.

L’information concernant la *Politique de financement des services publics* sera disponible dans le *Rapport annuel de gestion 2024* de la Commission de la construction du Québec.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-32

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.

La Commission de la construction du Québec n'est pas assujettie à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025
RG-32

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Pour l'année 2024 :

Subvention du gouvernement du Québec
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Accès construction
6 267 824 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-34

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

La Commission de la construction du Québec n'a pas de primes au rendement ni de bonis.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025
RG-34

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-35

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l’année financière 2024-2025 : le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025
RG-35

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-36

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-37

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

	Taux d'indexation des échelles salariales au 1 ^{er} janvier 2025	Taux d'indexation rétroactive des échelles salariales (Payables en 2025)
Employés Hors convention	0,0 % ¹	Aucune rétroactivité
Employés syndiqués SEPB	2,6 %	6,0 % au 1 ^{er} janvier 2023 + 2,8 % au 1 ^{er} janvier 2024
Employés syndiqués SPECCQ	0 % ²	6,0 % au 1 ^{er} janvier 2023

¹ En attente des instructions du secrétariat du conseil du trésor.

² En attente du résultat des négociations de la convention collective échue depuis 2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-38

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025
RG-38

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-39

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Sans objet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-40

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) La dépense totale (opération et capital) ;
- b) les grands dossiers en cours ;
- c) le nombre d’employés attitrés aux dossiers informatiques ;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

La Commission de la construction du Québec n’est pas un organisme soumis à la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelle*.

Dépenses opérationnelles de la vice-présidence des technologies de l’information

DESCRIPTION DE COMPTES	RÉEL 2024 Du 1 ^{er} jan au 31 décembre ⁽¹⁾
Charges liées aux effectifs	13 084 952 \$
Administration	152 207 \$
Entretien équipements et logiciels	8 588 915 \$
Téléphonie (filaire et sans fil)	1 256 432 \$
Autres frais	1 231 533 \$
Services professionnels (consultants informatiques)	11 448 783 \$
TOTAL	35 762 822 \$

(1) Données en date du 20 mars 2025 – états financiers non finalisés

Concernant les grands dossiers en cours, nous vous référons à la fiche numéro 9.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025, le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025
RG-41

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-42

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

La CCQ n'est pas visée par la directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor. Une directive administrative interne encadre toutefois le remboursement de tels frais.

Du 1er janvier au 31 décembre 2024 : 110 134 \$
Nombre d'employés visés : 86

Liste des associations, ordres ou corporations professionnels :

Association de la retraite et des avantages sociaux (ARASQ)
Association des directeurs de police du Québec (ADPQ)
Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée (AAPI)
Association of Certified Fraud Examiners (ACFE)
Association des responsables de la gestion des plaintes du gouvernement du Québec (ARGP)
Barreau du Québec
Centre canadien pour la Diversité et l'inclusion
Chartered Financial Analyst (CFA) Institute
Customer Experience Professionnels Association (CXPA)
École nationale d'administration publique (ÉNAP)
Forum canadien sur l'apprentissage (CAF-FCA)
Institut Canadien des actuaires (ICA)/ Society of actuaries
Institut National de la paie
Institute of Internal Auditors
ISC2 (Cybersecurity Certification)
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés (CRHA)
Ordre des CPA du Québec
Ordre des Ingénieurs du Québec
Ordre des psychologues du Québec
Société québécoise des professionnels en relations publiques (SQPRP)

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 31 janvier 2025
RG-42

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-43

Pour tout sondage ou enquête d’opinion réalisés par le ministère ou l’organisme indiquer :

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les questions posées ;
- d) Les réponses ;
- e) La firme retenue ;
- f) Les coûts.

Février 2024
Sondage sur l’expérience client
9209-6601 Québec Inc. (Fino)
24 781,50\$

Novembre 2024
Sondage sur l’expérience client
9209-6601 Québec Inc. (Fino)
24 285 \$

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025
RG-43

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-44

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Aucun achat de crédits carbone pour l'année 2024.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-45

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025 ;
- b) le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination ;
- c) nombre d'emplois transférés en région depuis le 1^{er} octobre 2018.

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante :
<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 14 février 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-46

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure: g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

LA LOI ASSURANT L'EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES

Le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées (PAPH) de la CCQ est établi conformément à l'article 61.1 de *la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale*.

La mise à jour du plan d'action 2022-2024 a été adoptée par le conseil d'administration, le 3 avril 2024.

Ce plan est développé suivant le dénombrement des obstacles auxquels sont confrontées les personnes handicapées et vise à mettre en place des mécanismes de correction afin de diminuer les enjeux qui touchent leur intégration à l'industrie de la construction ou comme membres du personnel de la CCQ. Il tient compte des obstacles des quatre domaines suivants :

- 1- Embauche, formation et sensibilisation du personnel de la CCQ
- 2- Accueil et intégration du personnel de la CCQ ayant un handicap
- 3- Accessibilité aux locaux et aux bâtiments de la CCQ
- 4- Accessibilité aux produits et services offerts à la clientèle

Parmi les faits saillants des nouvelles actions réalisées en 2024, la CCQ a implanté le 3 septembre 2024 un processus d'identification volontaire dans ses systèmes afin de permettre aux personnes visées par la Loi modernisant l'industrie de la construction de bénéficier des mesures qui leur sont destinées ainsi que pour documenter la présence dans l'industrie de la construction des groupes sous-représentés, dont les personnes handicapées. Avec l'entrée en vigueur graduelle des mesures relatives à cette loi, l'assouplissement de la mobilité interrégionale est accessible depuis le 30 novembre 2024, notamment pour les personnes handicapées.

De plus, en vue d'alimenter le prochain plan d'action, la CCQ a réalisé un diagnostic pour analyser le PAPH actuel et proposer des pistes de solution.

Le déploiement des actions du PAPH s'est poursuivi, notamment par l'offre d'accommodements pour les personnes ayant des limitations fonctionnelles pour la passation d'examens et la tenue d'activités de perfectionnement, la poursuite d'initiatives pour l'accessibilité numérique, ainsi que par la diffusion de communications de sensibilisation à l'interne et à externe. La CCQ a également réalisé une séance d'information sur l'industrie de la construction et les mesures d'inclusion des personnes handicapées afin d'informer les organismes communautaires spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées. Enfin, au niveau organisationnel, les membres du personnel de la CCQ ont eu accès à une offre de formation bonifiée concernant l'inclusion des personnes handicapées, notamment à propos des situations de handicap invisible et de la neuroinclusion.

La CCQ utilise son budget opérationnel et n'utilise pas les crédits budgétaires gouvernementaux pour la réalisation de son Plan d'action à l'égard des personnes handicapées.

Le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2022-2024 est disponible sur le site Internet de la CCQ au <https://www.ccq.org/fr-CA/En-tete/qui-sommes-nous/engagement-personnes-handicapees>.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-46

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-47

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable.

LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La CCQ est visée par la *Loi sur le développement durable* et la Stratégie gouvernementale de développement durable (SGDD) qui en découle, laquelle présente la vision du gouvernement du Québec en cette matière. La stratégie établit les objectifs et les résultats à atteindre pour l'ensemble des ministères et des organismes constituant l'administration gouvernementale.

La CCQ s'est notamment vu confier des attentes auxquelles elle répond dans son plan d'action de développement durable (PADD), sous la forme de sous-objectifs de la stratégie à prioriser, posant le cadre de référence à l'élaboration de son Plan d'action de développement durable (PADD).

En février 2024, le Conseil d'administration de la CCQ a adopté le nouveau plan d'action de développement durable. Celui-ci comprend 16 actions qui s'inscrivent dans trois des cinq orientations de la SGDD, sur lesquels la CCQ œuvrera jusqu'en 2027 :

- Orientation 1 - Faire du Québec un pôle d'innovation et d'excellence en matière d'économie verte et responsable
- Orientation 3 - Favoriser la participation de tous au développement durable du Québec
- Orientation 5 - Créer un État exemplaire qui agit en faveur de l'innovation

Action 1 : Accroître le taux de parties prenantes de la CCQ formées aux enjeux touchant le développement durable, incluant les notions d'économie circulaire et les compétences vertes

NUMÉRO DU SOUS-OBJECTIF DE LA SGDD	INDICATEUR	CIBLE 2024	RÉSULTAT 2024	ATTEINTE DE LA CIBLE
1.1.2 – Accélérer le développement de l'économie circulaire	Pourcentage de membres des parties prenantes identifiées formées	15 %	20 %	Atteinte
1.2.1 – Assurer le développement des compétences vertes				

Une formation portant sur l'économie circulaire a été donnée au Comité sur la formation professionnelle dans l'industrie de la construction (CFPIC) le 21 novembre 2024.

Action 2 : Accroître la main-d'œuvre formée sur l'économie circulaire via les activités de perfectionnement

NUMÉRO DU SOUS-OBJECTIF DE LA SGDD	INDICATEUR	CIBLE 2024	RÉSULTAT 2024	ATTEINTE DE LA CIBLE
1.1.2 – Accélérer le développement de l'économie circulaire	Part de la main-d'œuvre formée via les activités de perfectionnement touchant l'économie circulaire	s. o.	s. o.	Non applicable

Aucune cible n'avait été établie pour 2024.

Action 3 : Accroître la main-d'œuvre formée sur les compétences vertes via les activités de perfectionnement

NUMÉRO DU SOUS-OBJECTIF DE LA SGDD	INDICATEUR	CIBLE 2024	RÉSULTAT 2024	ATTEINTE DE LA CIBLE
1.2.1 – Assurer le développement des compétences vertes	Part de la main-d'œuvre formée via les activités de perfectionnement touchant les compétences vertes	s. o.	852 participants	Non applicable

Aucune cible n’avait été établie pour 2024, toutefois la CCQ comptabilise annuellement la participation à ses activités de perfectionnement portant sur le développement durable.

Action 4 : Soutenir des organismes communautaires et des entreprises d’économie sociale

NUMÉRO DU SOUS-OBJECTIF DE LA SGDD	INDICATEUR	CIBLE 2024	RÉSULTAT 2024	ATTEINTE DE LA CIBLE
3.1.2 – Soutenir les groupes communautaires et les entreprises d’économie sociale	Nombre d’organismes soutenus annuellement	s. o.	s. o.	Non applicable

Aucune cible n’avait été établie pour 2024.

Action 5 : Accroître le nombre de personnes, issues des groupes sous-représentés, accompagnées par le service existant de la CCQ vers des ressources en entrepreneuriat

NUMÉRO DU SOUS-OBJECTIF DE LA SGDD	INDICATEUR	CIBLE 2024	RÉSULTAT 2024	ATTEINTE DE LA CIBLE
3.2.2 Appuyer l’entrepreneuriat des femmes, des Autochtones et des personnes issues de la diversité	Nombre de femmes, Autochtones ou personnes issues de la diversité, accompagnées par le service de la CCQ	s. o.	5	Non applicable

Aucune cible n’avait été établie pour 2024, toutefois, le service d’information et d’accompagnement pour l’inclusion a pu accompagner 5 personnes vers des ressources en entrepreneuriat en 2024.

Action 6 : Accroître le nombre d’actions soutenant l’offre de climat sain et inclusif dans l’industrie de la construction

NUMÉRO DU SOUS-OBJECTIF DE LA SGDD	INDICATEUR	CIBLE 2024	RÉSULTAT 2024	ATTEINTE DE LA CIBLE
3.2.3 – Créer des conditions sécuritaires et favorables à l’intégration de tous au marché du travail	Nombre d’actions soutenant l’offre de climat sain et inclusif	À venir	3	Non applicable

Aucune cible n’avait été établie en 2024, toutefois, la CCQ a mené 3 actions soutenant l’offre de climat sain et inclusif dans l’industrie de la construction.

Action 7 : Accroître le nombre de postes occupés par des personnes issues des Premières Nations et des Inuit en communauté, au sein de la CCQ

NUMÉRO DU SOUS-OBJECTIF DE LA SGDD	INDICATEUR	CIBLE 2024	RÉSULTAT 2024	ATTEINTE DE LA CIBLE
3.2.3 – Créer des conditions sécuritaires et favorables à l’intégration de tous au marché du travail	Nombre de postes créés et comblés	À venir	1	

Aucune cible n’avait été établie pour 2024, toutefois, une personne employée de la CCQ, s’identifiant autochtone, vivait dans une communauté en 2024.

Action 8 : Accroître la proportion des interventions structurantes de la CCQ ayant fait l’objet d’une évaluation de la durabilité

NUMÉRO DU SOUS-OBJECTIF DE LA SGDD	INDICATEUR	CIBLE 2024	RÉSULTAT 2024	ATTEINTE DE LA CIBLE
5.1.1 – Évaluer la durabilité des interventions gouvernementales	Proportion des interventions structurantes dont la durabilité a été évaluée	80%	0 %	Non atteinte

De nombreux changements organisationnels en 2024 ont fait en sorte que le processus d’implantation de l’évaluation de la durabilité dans l’organisation n’a pas pu être mis en place cette année. Il est prévu de le faire en 2025.

Action 9 : Accroître le soutien financier axé sur des études relatives au développement durable dans l’industrie de la construction

NUMÉRO DU SOUS-OBJECTIF DE LA SGDD
5.3.1 – Accroître le soutien financier axé sur le développement durable

Aucune cible n’a été établie pour l’année 2024. Un projet est actuellement à l’étude pour 2025.

Action 10 : Consolider et bonifier l’intégration des principes d’investissement durable dans les politiques de placement administrées par la CCQ

NUMÉRO DU SOUS-OBJECTIF DE LA SGDD	INDICATEURS	CIBLE 2024	RÉSULTAT 2024	ATTEINTE DE LA CIBLE
5.3.2 – Favoriser la croissance des investissements et des placements qui répondent à des critères de durabilité	Taux de participation aux rencontres de la Table sur l’investissement durable de la CDPQ à laquelle la CCQ est conviée	100%	100%	Atteinte
	Mentionner et actualiser les principes d’investissement durable dans la politique de placement du régime supplémentaire de rentes pour les employés de l’industrie de la construction	Intégration et mise à jour régulière en fonction de l’évolution de la stratégie et des pratiques d’investissement durable de la CCQ	Intégration et mise à jour régulière en fonction de l’évolution de la stratégie et des pratiques d’investissement durable de la CCQ	Atteinte
	Bonifier l’approche d’investissement durable appliquée aux fonds sous gestion administrés par la CCQ	Création du plan de travail	Création du plan de travail	Atteinte

Le travail de consolidation et bonification de l’intégration des principes d’investissement durable dans les politiques de placement administrées par la CCQ suit son cours et les cibles annuelles ont été atteintes.

Action 11 : Accroître la proportion des acquisitions responsables de la CCQ

NUMÉRO DU SOUS-OBJECTIF DE LA SGDD	INDICATEUR	CIBLE 2024	RÉSULTAT 2024	ATTEINTE DE LA CIBLE
5.4.1 - Accroître la part des acquisitions responsables	Proportion des acquisitions intégrant des composantes responsables ou des contrats conclus avec un(e) fournisseur(-euse) engagé(e) dans une démarche valide en développement durable	25%	27%	Atteinte

La proportion des acquisitions de la CCQ intégrant des composantes responsables a dépassé la cible établie pour 2024.

Action 12.1 : Réduire la consommation énergétique des bâtiments de la CCQ

NUMÉRO DU SOUS-OBJECTIF DE LA SGDD	INDICATEUR	CIBLE 2024	RÉSULTAT 2024	ATTEINTE DE LA CIBLE
5.6.1 - Accroître la durabilité du parc immobilier et des infrastructures	Consommation énergétique au mètre carré des bâtiments de la CCQ	Réduction de 3% de la consommation	3,9 %	Atteinte

La réduction de la consommation énergétique des bâtiments de la CCQ a dépassé la cible établie pour 2024.

Action 12.2: Réduire la consommation d’eau des bâtiments en propriété de la CCQ

NUMÉRO DU SOUS-OBJECTIF DE LA SGDD	INDICATEUR	CIBLE 2024	RÉSULTAT 2024	ATTEINTE DE LA CIBLE
5.6.1 - Accroître la durabilité du parc immobilier et des infrastructures	Consommation d’eau bâtiments de la CCQ	s.o.	s.o.	Non applicable

Aucune cible n’avait été établie pour 2024.

Action 12.3: Obtenir la certification BOMA BEST pour les bâtiments en propriété

NUMÉRO DU SOUS-OBJECTIF DE LA SGDD	INDICATEUR	CIBLE 2024	RÉSULTAT 2024	ATTEINTE DE LA CIBLE
5.6.1 - Accroître la durabilité du parc immobilier et des infrastructures	Proportion de bâtiments ayant reçu l'attestation	25%	0%	Non atteinte

La CCQ n’a pas été en mesure de certifier 25% de ses bâtiments en propriété pour 2024.

Action 13 : Accroître le volume de la matière détournée des sites d’enfouissements dans la gestion des chantiers importants de construction et de rénovation de la CCQ

NUMÉRO DU SOUS-OBJECTIF DE LA SGDD	INDICATEUR	CIBLE 2024	RÉSULTAT 2024	ATTEINTE DE LA CIBLE
5.6.2 - Accroître la gestion écoresponsable des chantiers de construction et de rénovation	Matière (en tonnes) détournée des sites d’enfouissement	5 tonnes	4,77 tonnes	Non atteinte

En 2024, la CCQ a seulement été en mesure de calculer le volume d’acier détourné des sites d’enfouissement.

Action 14 : Accroître la performance de la gestion des matières résiduelles de la CCQ

NUMÉRO DU SOUS-OBJECTIF DE LA SGDD	INDICATEURS	CIBLE 2024	RÉSULTAT 2024	ATTEINTE DE LA CIBLE
5.7.1 – Accroître la performance de la gestion des matières résiduelles	Nombre de bâtiments attestés ICI on recycle +	25%	0%	Non atteinte
	Mesure et analyse de performance par une caractérisation des matières résiduelles	50% du parc immobilier caractérisé	0%	Non atteinte

La CCQ n’a pas été en mesure d’obtenir l’attestation ICI on recycle +, ni de procéder à la caractérisation de ses matières résiduelles durant l’année 2024.

Action 15 : Réduire l’empreinte carbone liée aux déplacements en favorisant l’adoption de véhicules électriques ou de véhicules à faible consommation au sein de la CCQ

NUMÉRO DU SOUS-OBJECTIF DE LA SGDD	INDICATEUR	CIBLE 2024	RÉSULTAT 2024	ATTEINTE DE LA CIBLE
5.8.1 - Réduire les émissions des GES du parc de véhicules légers et lourds de l’État	Ratio de kilomètres parcourus en véhicules à faible consommation versus en véhicules thermiques	s.o.	s.o.	Non applicable
	Consommation de carburant par litre au 100 km des véhicules	s.o.	s.o.	Non applicable

Aucune cible n’avait été établie en 2024.

Action 16 : Accroître l’utilisation des programmes incitatifs au transport actif, collectif et aux solutions de rechange à l’auto solo offerts par la CCQ à ses employés et employées

NUMÉRO DU SOUS-OBJECTIF DE LA SGDD	INDICATEUR	CIBLE 2024	RÉSULTAT 2024	ATTEINTE DE LA CIBLE
5.8.2 - Accroître la part modale du transport actif, du transport collectif et des solutions de rechange à l’auto solo chez les employé(e)s de l’État	Nombre de membres du personnel bénéficiant du programme de rabais sur le transport en commun offert par la CCQ	26	28	Atteinte

La CCQ a dépassé sa cible, avec 28 personnes ayant bénéficié du programme de rabais sur le transport en commun en 2024.

La CCQ utilise son budget opérationnel et n'utilise pas les crédits budgétaires gouvernementaux pour la réalisation de son Plan d'action de développement durable.

Le Plan d'action de développement durable 2023-2027 est disponible sur le site Internet de la CCQ au https://www.ccq.org/-/media/Project/Ccq/Ccq-Website/PDF/Communications/DeveloppementDurable/PADD_2023-2027_final.pdf?rev=f79faa9641a64142a7ff8dfb468ac5e4&sc_lang=fr-CA

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-48

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025
RG-48

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-49

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l’organismes contenue dans les plans d’action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l’état d’avancement de : III) tout autre plan d’action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l’organisme est impliqué.

L’information de tout autre plan d’action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu’aux plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-49

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-50

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme ;
- b) nombre d'employés au total en ayant bénéficié ;
- c) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2024 ;
- d) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié ;
- e) nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine ; 2 jours par semaine ; 3 jours par semaine ; 4 jours par semaine ; 5 jours par semaine.

La CCQ a sa propre politique de télétravail qui fluctue selon les postes occupés (aucun télétravail, 1 jour ou moins, 1 à 3 jours de télétravail, 2 jours de télétravail, 2 à 5 jours de télétravail).

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-50

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-51

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Un montant total de 64 500 \$ a été comptabilisé dans notre année financière se terminant le 31 décembre 2024.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 6 février 2025
RG-51

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-52

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 :

- a) les sommes dépensées ;
- b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Plusieurs initiatives ont été réalisées en lien avec le soutien aux employés en matière de santé mentale. Ces initiatives ont été prises à même nos budgets opérationnels.

- Ateliers de sensibilisation à la prévention du suicide par l'AQPS. *(7 ateliers dans le cadre de la semaine de prévention du suicide)*
- Conférence-midi touchant les sujets de la compassion et les enjeux sociétaux en lien avec la santé mentale. *(Souffrir ensemble et compassion, Par Fabrice Vil)*
- Maintien du programme d'aide aux employés et à la famille (PAEF, fournisseur DIALOGUE)
- Accompagnement au retour à la santé des employés par l'offre de soutien financier en réadaptation en santé mentale
- Formation de Secouristes en santé mentale *(Impact santé en collaboration avec la croix rouge, 8 secouristes).*
- Création d'un midi-discussion à l'interne, *Prendre soin de soi en contexte de changements*
- Poursuite des démarches d'identification et de prévention des risques psychosociaux; partenariat établi avec l'Université de Montréal dans le cadre de stages en Psychologie du travail et des organisations.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-53

Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-54

Liste des toutes les formations (incluant les formation continues et celles menant à l’obtention d’un diplôme), conférence, ateliers, journées d’activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l’année 2024-2025. Indiquer :

- a) lieu ;
- b) le coût ;
- c) la ou les dates de participation ;
- d) le nombre de participants ;
- e) le nom de la personne ou de l’organisme ayant offert l’activité ;
- f) le nom de la formation ou de l’activité.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n’est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-55

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

Campagne ENTRAIDE 2024 : Total de 1 000\$

Chèques-cadeaux – Commerce au choix de l'employé (10 x 100 \$)

- Objectifs : Accroître la participation financière des employés de la CCQ à la campagne annuelle ENTRAIDE. Inciter les employés de la CCQ à faire un don en utilisant la plateforme électronique *Donna* utilisée par ENTRAIDE.

Campagne Xcellence client : 2 000 \$

Cartes prépayées – Commerce au choix de l'employé (20 x 50\$)

Livre `` De kessé l'expérience client ? `` de Daniel Lafrenière (50 x 20 \$)

- L'objectif est de s'améliorer, et même de se démarquer, en matière d'expérience client. Nous souhaitons que notre organisation soit reconnue pour sa prestation de services de qualité. L'ambition est d'amener au-delà de 80 % le taux de satisfaction de notre clientèle, actuellement à 65 %.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-56

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme ;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'étant pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*, les noms des employés ne seront pas communiqués.

- a) 38 employés étaient affectés aux communications et/ou aux affaires publiques pour l'année 2024.
- a) Total des charges liées aux biens et services pour l'année financière terminée le 31 décembre 2024 : 1 946 122 \$
- d) Les sommes investies en veille médiatique : 34 965 \$.
Produite par Référence Média.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-57

Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez indiquer :

- a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information ;
- b) le type d'incidents ;
- c) les sommes dépensées en gestion des incidents.

Les renseignements demandés sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-58

Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « Lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Les dates;
- b) L'endroit précis;
- c) La liste des personnes présentes;
- d) L'ordre du jour;
- e) Les procès-verbaux;
- f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)

La Commission de la construction du Québec n'a pas tenu de Lac-à-l'épaule dédiés spécifiquement à la planification stratégique. Ces initiatives sont prises à même nos budgets opérationnels.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 09 avril 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-59

Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) nombre de stagiaires reçus ;
- b) heures de stages effectués ;
- c) rémunération totale déboursée.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-59

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-60

Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones :

- a) fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Le montant des dépenses pour des consultations avec les Autochtones durant l'année 2024 a été de 15 760 \$.

La CCQ utilise son budget opérationnel et n'utilise pas les crédits budgétaires gouvernementaux .

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

RG-60

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-61

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. <https://www.ccq.org/fr-CA/Pied-de-page/acces-information/documents>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025
RG-61

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-62

Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d’aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

L’information sur le PAE est inscrite en réponse à la question 52

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 19 février 2025

RG-62

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-63

Indiquer les dépenses encourues en vue de l’implantation du nouveau régime de dotation découlant de l’adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n’est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-64

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l’application des lois dont votre ministère est responsable de l’application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Les infractions pénales que nous documentons sont transmises au DPCP via le bureau des infractions et amendes pour suivi approprié.

Les sommes perçues découlant d’infractions pénales sont versées au Fonds consolidé du revenu du Québec et ne sont pas remises à la Commission de la construction du Québec.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-65

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

La valeur des contrats totaux en sous-traitance est de 2,146,414 \$

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-66

Indiquer la valeur totale des services tarifés et ventiler par catégorie.

L’information concernant la *Politique de financement des services publics* sera disponible dans le *Rapport annuel de gestion 2024* de la Commission de la construction du Québec.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-67

Indiquer la valeur des actifs possédés ; meubles et immeubles.

Valeur comptable nette au 31 décembre 2024 (données non auditées en date du 20-03-2025) :

52 380 101\$	Bâtiments
2 099 228 \$	Mobilier, équipements et autres
6 635 337 \$	Équipements informatiques
61 114 666 \$	

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 20 mars 2025

RG-67

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-68

Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-69

Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.

L'information recherchée est disponible sur le site de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante : <https://soquij.qc.ca/a/fr>.

La Commission de la construction du Québec n'a versé aucune somme à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'année 2024.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-70

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme, en 2024-2025 et qui ont fait l’objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l’organisme public, comme il est prévu à l’article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d’autorisations ;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l’objet de cet octroi ;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l’objet de cet octroi ;
- d) le montant accordé ;
- e) les motifs de la demande.

La Commission de la construction n’est pas assujettie à cet article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-71

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2024-2025 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information ;
- b) le nombre total de refus avec mention de la raison ou de l'article ;
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours ;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera disponible dans le Rapport annuel de gestion 2024 de la Commission de la construction du Québec.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-72

Pour 2024-2025, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

Il n'y a pas de cadres ou de dirigeants qui reçoivent une rémunération sans exercer de fonction.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-73

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Membres du Conseil d’administration de la Commission de la construction du Québec

Le mandat du Conseil d’administration consiste à s’assurer que la gestion de la CCQ est conforme à la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d’œuvre dans l’industrie de la construction (Loi R-20) et aux règlements qui s’y rattachent.

NOMS	HONORAIRES
Francine Sabourin	
Manon Bertrand ⁽²⁾	600 \$
Pierre Brassard	
Éric Boisjoly	
Sonia Morissette ⁽¹⁾	26 475 \$
Michel Trépanier	
Sylvain Gendron	
Maxime Rodrigue	
Sylvie Mercier ⁽¹⁾	28 198 \$
Luc Vachon	
Jean-Guy Senécal ⁽¹⁾	29 120 \$
Yasser Chtaini ⁽¹⁾	23 165 \$
Julie Senécal ⁽²⁾	100 \$
Marie-Renée Roy - PCA ⁽³⁾	36 000 \$
Louise Hélène Davey ⁽¹⁾	9 928 \$
Christian Tétreault	

(1) La rémunération des administrateurs indépendants de la CCQ est fixée selon le décret 1023-2014.

(2) La rémunération des administrateurs (autres qu’indépendants) de la CCQ est fixée selon le décret de nomination 457-2012.

(3) La rémunération de la présidente du Conseil d’administration de la CCQ est fixée selon le décret de nomination 1275-2023.

Membres du Comité des technologies de l’information

Le Comité des technologies de l’information a pour mandat d’analyser l’architecture des technologies de l’information et son évolution et d’analyser le plan d’investissement et de développement des technologies de l’information (TI).

NOMS
Sonia Morissette
Manon Bertrand
Louise Hélène Davey
Luc Vachon
Jean-Guy Senécal
Marie-Renée Roy - PCA

Membres du Comité de placement

Le Comité de placement a pour rôle d’encadrer la gestion des fonds sous la responsabilité de la CCQ. Il veille à en favoriser la croissance et à en optimiser les rendements, et ce, dans une perspective de préservation du capital.

NOMS
Sylvain Gendron
Arnold Guérin
Jean-Michel Houdet
Jean St-Onge
Nicolas Roussy
Dominic Robert
Christian Tétreault
Yvan Brunelle
Michel Toupin

Membres du Comité de gouvernance, d’éthique et des ressources humaines

Le Comité veille à ce que les règles appropriées soient en place pour une saine gouvernance et la conduite des affaires de la CCQ en toute éthique.

NOMS
Sylvie Mercier
Sonia Morissette
Yasser Chtaini
Michel Trépanier
Julie Senécal

Membres du Comité d’audit

Les travaux du Comité de vérification visent entre autres à s’assurer de la mise en place d’un plan pour l’utilisation optimale des ressources, de mécanismes de contrôle interne adéquats et efficaces ainsi que d’un processus approprié de gestion des risques.

NOMS
Jean-Guy Senécal
Sylvie Mercier
Éric Boisjoly
Manon Bertrand

Ces informations se retrouveront également dans le Rapport annuel de gestion 2024 de la Commission de la construction du Québec.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 31 janvier 2025

